

FEUILLE D'INFO APÉRIODIQUE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE INTERCATÉGORIELLE DE LUTTE DE CAEN

LA FAC REBLOQUÉE

Jeudi 14, le bâtiment Lettres est occupé sur décision de l'AG étudiante. Lundi 18, l'AG étend l'occupation des bâtiments à ceux de Droit et Sciences mais, sur une proposition sournoise de l'UNEF, l'AG accepte naïvement une nouvelle AG dès le 20. Ce jour là, les étudiantEs de Droit et Médecine, souvent hostiles aux mouvements sociaux, viennent en masse dans l'AG et font basculer le vote en faveur du déblocage, ce qui a fait perdre beaucoup d'énergie au mouvement.

Mais la détermination reste intacte et lundi 25 une nouvelle AG revote le blocage tandis que les étudiantEs de Droit et Médecine sont en vacances...

L'occupation des bâtiments cependant ne concerne que ceux de Lettres et Sciences. L'UNEF a été très critiquée en AG et ne risque plus de nous emmerder de si tôt ! Une commission anti-répression a été aussi réactivée.

ÉtudiantEs et surtout lycéenNES étaient très présentEs lors du blocage du viaduc le 19 et lors de la manif du jeudi 21. Durant celle-ci, 400 personnes ont occupé pendant 20 minutes la gare en solidarité avec les cheminots et pour désorganiser le trafic.

De retour à la fac un barrage enflammé est allumé pour couper la circulation et le tram. Une caméra de vidéosurveillance est détruite puis la police est caillassée.

2 interpellations par la Brigade Anti-Criminalité lors de la dispersion : un jeune de 14 ans et un autre de 20 ans.

PRÉSENTATION DE L'AG INTERCATÉGORIELLE DE LUTTE

Depuis le début du mouvement se sont tenues des assemblées générales intercatégorielles. Elles se sont définies comme un lieu de rencontre pour toute personne (salariés, chômeurs, étudiants, lycéens, retraités, ...), syndiquée ou non, désireuse de lutter et de créer un rapport de force. Un des objectifs est l'élaboration d'actions communes au niveau local. Elle est également un lieu d'appui mutuel pour les éventuels secteurs en lutte. L'ensemble de l'assemblée générale s'est entendue sur des axes revendicatifs :

- abrogation totale de la réforme des retraites,
- refus de toutes les politiques anti-sociales,
- aucune négociation envisageable.

Les personnes présentes étaient conscientes de la nécessité de créer un rapport de force à la hauteur des enjeux, passant par différentes formes d'actions (barrage filtrant, blocage, occupations de lieux institutionnels et/ou économiques...), dans une perspective de grève générale reconductible.

Contact:
ag.intercategorielle@gmail.com

CHRONIQUE D'UNE DÉTERMINATION À LA BASE : LE(S) BLOCAGE(S) DES DÉPÔTS DE CARBURANT À CAEN ET OUISTREHAM

Étape 1 : le vendredi 15, de l'action symbolique à l'action effective...

L'intersyndicale interprofessionnelle avait appelé au « blocage » des dépôts de carburant pour le vendredi 15 à 4h. Pour certainEs, cela devait être symbolique, avec un départ anticipé à 12h. Mais l'action symbolique s'est transformée en action effective. 3 piquets se sont mis en place dès le p'tit matin. L'accès était bloqué, des discussions se sont engagées entre les militantEs, syndiquéEs (CGT, SUD, FSU...) ou non, venant de divers horizons, et aussi avec les chauffeurs. Bonne ambiance, action cohérente mais peu de monde. Vers 11h, avec peu de monde et la pluie, le moral commençait à baisser : il avait été décidé de quitter les lieux à 12h. Mais entre-temps, un piquet un peu roublard avait trouvé un contenant rempli de bois à brûler, de sièges, de tables... Les feux s'installent sur l'ensemble des piquets. Le repas et la buvette se sont organisés. On apprend que l'AG des cheminots compte venir vers 14h30. « Allez, on reste! ». Ceci commence à foutre en l'air les négociations préalables avec les forces de l'ordre organisées par l'Union Départementale CGT. Les plus déterminéEs à continuer l'action étaient d'ailleurs la base CGT (cheminots, transporteurs, Valéo et d'autres). Les militantEs sont pris au jeu. « On ne partira pas tant qu'on ne sera pas dévagéEs de force ! » Vers 16h, un cortège de lycéenNES et d'étudiantEs rejoint le piquet. L'expulsion par les Gendarmes Mobiles interviendra vers 17h30. Les manifestantes seront encercléEs 2 fois pour tenter de leur mettre la pression. Les camions-citernes recirculent. On comprend ensuite que l'intersyndicale interprofessionnelle prévoit la même action le mercredi 20. Les coups de fils pendant le week-end iront bon train pour réorganiser le blocus !

Étape 2 : Lundi 18 au matin et prolongation

C'est reparti, les militantEs présentEs le vendredi, avec des nouveaux-elles, réorganisent les piquets dès 4h, avec barricades et feux. Les RG sont un peu dépassés... Cette action a regonflé tout le monde, il n'est plus question de faire autre chose. Des AG de secteurs (Éducation, cheminots, Fac...) y appellent également. On tente d'organiser des plannings, notamment pour les nuits. Le peu de monde fait hésiter les personnes sur place : « on lâche ? ». Le bruit court que le blocage sera levé à 22H, puis 24h. Finalement, par la détermination de quelques-unEs, le piquet se maintient jusqu'au Mardi 19, journée de manif nationale. Une dérivation est organisée dans le cortège pour rejoindre le blocage du dépôt qui devient un symbole local. Plusieurs centaines de personnes ont rejoint le piquet, certains repartent immédiatement, d'autres après 2 heures, peu y restent. Le blocage est reconduit, personne sur place ne veut lâcher même si chacunE a aussi du travail à faire pour mobiliser dans son propre



secteur. Par exemple, un RDV à 14h à la Fac avait été posé pour une manif-action : blocage de flux. Au vu de l'actualité du blocage, les étudiantEs et lycéenNES décident de bloquer le pont de Calix : deux actions simultanées au même endroit à 50 m d'altitude de différence ! Le moral est gonflé de part et d'autre. On sera expulsé à nouveau vers les 16H par un appareil policier impressionnant (CRS, Section d'Intervention locale, Bac...). 2 camions-citernes ont des pneus crevés un peu plus loin. Tout le monde souhaite se reposer un peu...

Étape 3 : Jeudi 20. La BDF, on s'en fout ! On retourne au dépôt ! Un autre RDV avait été posé par l'interpro : blocage de la Banque de France. Mais tout le monde sur place savait, par les convoyeurs eux-mêmes en grève qui avaient bloqué la veille, que la BDF s'était organisée. Environ 150 personnes décident de retourner au dépôt. Après des hésitations sur la stratégie à mettre en place, ce n'est plus le dépôt mais la presque île dans son ensemble qui est bloquée, ce qui permet d'être plus visibles, et d'éviter la situation de guet-apens. Le rond-point de RVI et celui du Cargö sont pris ainsi que le pont tournant du port de plaisance. Nous en seront dévagéEs vers les 12h. Certaines personnes refusent de céder face à la police et quelques camions-citernes ont, semble-t-il, eu des pneus crevés du côté de RVI. Le dernier blocage est levé vers 13H30 au pont tournant du port de plaisance.

COGESTION, PIÈGE A CONS !

Que ce soit au niveau local ou au niveau national, les vieilles stratégies de certaines bureaucraties syndicales sont de retour. Sur Caen, nous nous attendions à prolonger l'expérience du blocage déterminé du dépôt pétrolier le vendredi 22, lors du blocage de la plateforme Hyper U qui alimente 190 magasins. Certains camions ont été autorisés à rentrer sur le site au prétexte qu'ils étaient en week-end. Ce n'était pas le cas. Un gréviste CGTiste connaissant le secteur le confirmera : « ils sont en train de se mettre à quai. Ils chargent la marchandise. »

Effectivement, dès la levée à 15H30 du piquet de grève décidé unilatéralement par la direction de la CGT (suite à un coup de fil), les camions chargés ont pu livrer leurs marchandises. C'est une déferlante de camions qui a pris d'assaut la route, malgré la protestation des grévistes présents (SUD, non syndiqués, CGT aussi...) depuis 6H le matin.

Au niveau national, la direction de la CFDT n'est pas en reste : on se demande depuis le début du conflit quand, au niveau national, la CFDT va lâcher la mobilisation (comme en 2003). Sans doute la détermination de FGTE-CFDT (transport routier) a prolongé l'étape du revirement...

Mais on a désormais la réponse : il faut des « votes à bulletin secret dans les AG », « encadrer les initiatives en évitant radicalité et débordements », ne pas « aller sur la contestation de la légitimité parlementaire, ni sur l'affrontement avec la présidence de la République » et enfin « éviter toute action globalisante » (note interne national n°51 du 21 octobre 2010).

caisses de grèves

De nombreuses caisses de grève et initiatives pour les financer ont lieu partout en France. Notamment à Caen à l'initiative de l'AG étudiante qui reversera, pour le moment, l'argent aux travailleurs des raffineries du Havre. Des caisses apparaissent aussi dans certains établissements scolaires, à la blanchisserie du CHU, dans des foyers à l'initiative de travailleurs/euses sociaux... Sur le piquet de vendredi 22, à Caen, une poignée de manifestantEs ont collecté de l'argent auprès des automobilistes sur les barrages filtrants : 385€ ont été récoltés en moins de 2H pour les caisses de grève des secteurs en lutte. En concertation avec les gens présents, l'argent récolté a été donné à l'intersyndicale. Ces initiatives se multiplient un peu partout.

Pour soutenir les raffineries

Donges (Loire Atlantique) CGT RAFFINERIE DE DONGES - action retraite » CGT 4 rue marceau 44600 Saint-Nazaire

Flandres (Nord) SUD Chimie Dunkerque, SUD Chimie C/O Solidaires 5962, 84 rue de Cambrai 59000 Lille

Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) UL CGT Martigues, maison des syndicats, allée Benoît Frachon, 13500 MARTIGUES.

Grandpuits (Seine-et-Marne) Raffinerie de Grandpuits, Intersyndicale CGT / CFDT, 77720 Mormant Cedex,

À l'ordre de : Intersyndicale C.G.T. / C.F.D.T. Total GPS

Gonfreville (Seine-Maritime) Syndicat SUD Raffinerie Total, BP98, 76700 Harfleur. Chèque à l'ordre de Syndicat SUD Chimie Total Normandie.

PAS DE GRÈVE PAR PROCURATION ! ÉTEIGNEZ VOS TÉLÉS. REJOIGNEZ LES PIQUETS !

La lutte contre la réforme des retraites se transforme en vaste mouvement de révolte sociale contre les injustices, les inégalités, l'exploitation, la répression, les humiliations, la précarité et la pauvreté qui n'ont cessé de croître depuis bien des années aussi bien sous la gauche que sous la droite.

Des millions de gens sont en train de se mettre en mouvement mais certainEs hésitent car ils/elles n'ont pas vraiment les moyens financiers de se mettre en grève longtemps. Ce texte est là pour affirmer qu'à coté de la grève, il existe des tas de moyens pour lutter sans s'épuiser financièrement.

Nous espérons que cela vous donnera plein d'idées à la base dans vos boîtes, vos services publics, vos lycées, vos facs, vos quartiers, vos groupes, vos syndicats...

PANORAMA DES MOYENS DE LUTTE ORDINAIRES (OU EXTRA-ORDINAIRES)...

Les occupations de bâtiments administratifs, de locaux politiques ou patronaux : comme la DDTE, centre des impôts, tribunal, mairie, local de parti politique, siège d'un journal, CCI, MEDEF, une autre entreprise où a été transférée la production durant une grève, le rectorat, une annexe de ministère... Cela permet de mettre la pression et de faire connaître la lutte. L'occupation peut durer un heure ou parfois des jours entiers suivant le nombre et la détermination...

Les blocages : Ils visent à faire connaître la lutte et à perturber les flux de marchandises et/ou de personnes, à nuire au pouvoir et au patronat. Des barrages sont mis en place plus ou moins longtemps pour bloquer gares, ports, périphériques, ponts, aéroports, zones commerciales et industrielles, raffineries, dépôts de carburant, axes principaux d'accès à une ville, autoroutes...

Coulages et Sabotages : Freiner la production en ralentissant les cadences de travail, en sabotant une machine, en « égarant » des dossiers, des outils importants, des bons de commande, en déclenchant une alarme incendie, en introduisant un virus dans un ordinateur, en gâchant des matériaux, en livrant plus de marchandises que ce qui est demandé et déclaré... ça ne coûte rien aux salariéEs mais ça fait mal aux profits du patronat... Le sabotage ne doit cependant jamais nuire aux finances, à la santé ou à la sécurité des consommateurs ou des usagers.

Débrayages : Cessation d'activité d'une durée maximum de quelques heures. Le débrayage exprime le mécontentement. Il est souvent utilisé comme moyen de pression dans des négociations à court terme ou pour des revendications mineures concernant les conditions de travail dans l'entreprise. Il peut aussi être utilisé comme moyen pour exprimer sa solidarité avec des luttes importantes en cours. Il ralentit la production sans coûter trop d'argent et donne du temps aux participantEs pour discuter collectivement de la suite de la mobilisation.

LES GRÈVES : Elles peuvent être limitées ou illimitées. Cessation du travail par les salariés. Avantage : exprime une certaine radicalité, une participation à la lutte, bloque tout ou partie de la production. Inconvénient : perte de salaire importante pour les grévistes. L'établissement peut aussi parfois continuer à produire avec des intérimaires et des non-grévistes. La production peut aussi parfois être réalisée sur un autre site.

Piquets de grève : Mise en place de barrages pour empêcher les non-grévistes de pénétrer dans l'établissement pour travailler et/ou pour empêcher la livraison des matières premières. Les piquets peuvent aussi, dans le cadre d'une lutte généralisée, être des **piquets volants**, mobiles, catégoriels ou intercatégoriels, qui se déplacent d'une entreprise, d'un lycée, d'un hôpital à un autre...

Les caisses de grève : Avant la grève ou pendant celle-ci des caisses de grèves peuvent être créées dans une entreprise ou un établissement, dans un secteur, une ville ou une région pour pouvoir faire grève plus longtemps, pour aider des catégories de salariéEs peu payéEs à rejoindre le mouvement, pour aider les salariéEs de secteurs particulièrement stratégiques à rejoindre le mouvement. Des appels à dons, des collectes auprès de la population, des concerts, des bouffes peuvent être organisés pour récolter des dons... Des caisses anti-répression peuvent aussi être créées pour soutenir celles et ceux qui ont été arrêtéEs pendant des actions ou des affrontements...

Grève perlée : Débrayage d'une partie du personnel puis reprise tandis qu'une autre partie débraye et ainsi de suite. Avantage : perte de salaire minimum par individu tandis que l'établissement est pratiquement paralysé et que l'employeur paie ses salariés devenus peu productifs voire inactifs. L'employeur tentera de faire travailler les non-grévistes, l'encadrement ou les intérimaires, voire fermera l'entreprise pour un temps (lock-out patronal), afin d'éviter de verser des salaires à des gens inactifs.

Grève du zèle : Application stricte ou excessive des consignes, des règlements et des voies hiérarchiques, entravant ainsi le bon fonctionnement de la production. *Aéroport parisien. Une grève du zèle dans la sûreté aéroportuaire au début de l'été 2002, étendu sur plusieurs semaines, avait entraîné des retards quotidiens pouvant atteindre 2 à 3 heures : les agents de sûreté contrôlaient une plus grande proportion de bagages.*

Grève avec occupation : Les grévistes investissent le secteur visé, évacuent les non-grévistes, détournent à leur profit la logistique : salles de réunions, réfectoires, dortoirs, photocopieuses, téléphones et véhicules. L'occupation offre un espace et des moyens à la lutte. Elle donne aussi du temps aux gens pour mieux se connaître, discuter ensemble, prendre des décisions, faire des projets collectifs... Elle permet aussi parfois de s'approprier l'outil de production, les bâtiments, les stocks de marchandises ou de matières premières qu'on peut éventuellement menacer de détruire en cas d'intervention policière ou de liquidation de l'entreprise. **Les grèves avec occupation débouchent parfois sur de la production sauvage et de la vente sauvage :** Les grévistes utilisent les machines de l'entreprise pour produire des biens qu'ils vendent directement à la population en réduisant le prix, ce qui satisfait tout le monde et apporte des liquidités aux grévistes. Et cela sert à maintenir la pression sur le patronat.

Grève générale : Grève intercatégorielle, intersectorielle sur un territoire donné (région, pays, international). A ce stade, les gens en lutte entendent défier leurs adversaires. Ils ne s'en remettent pas au verdict des urnes, ni au gouvernement qui en est issu, ni aux promesses à venir. Les gens en lutte agissent directement et entendent ici et maintenant faire aboutir leurs revendications. La grève générale marque et exprime l'affrontement de classes clairement. *La dernière grève générale en France est celle de mai-juin 1968.*

Grève générale insurrectionnelle, grève générale expropriatrice : Le peuple se soulève ouvrant la perspective d'une possible expropriation des capitalistes : pour ce faire, les grévistes s'emparent des moyens de production, d'échange, de communication. Les entreprises, le commerce, les administrations sont placées sous le contrôle des comités de luttes. C'est le prélude à un changement social profond.

La liste suivante n'est pas exhaustive, d'autres moyens d'action existent : désobéissance civile, dégradation de matériels, de locaux ou d'infrastructures, boycott, campagne de discrédit visant une entreprise, protestations verbales, tracts, affiches, graffiti, utilisation du droit de retrait, prises de congés quand ça emmerde le patron, retards, absentéisme, arrêts maladie collectifs, colle dans des serrures, coupures ciblées d'électricité dans des bâtiments du pouvoir ou du patronat ou dans des zones industrielles et commerciales, opérations « péages gratuits » etc...

Nous sommes partout. Nous sommes des millions.

On a de l'imagination. On ne cédera pas !

Les médias nous mentent et minimisent l'ampleur du mouvement en cours. Nous vous conseillons d'aller sur les sites internet de contre-information qui suivent : Pour des infos locales : www.resistances-caen.org

Pour des infos nationales ou provenant d'autres régions : www.7septembre2010.fr, les sites locaux du réseau Indymedia (Nantes, Paris, Lille, Grenoble, Toulouse...), juralibertaire.over-blog.com, bellaciao.org

Blocage d'un pétrolier à St Nazaire

Dimanche 24/10, après la réquisition, par le préfet, de 10 salariéEs de la raffinerie de Donges et de l'ensemble du personnel du dépôt de carburant du port de St Nazaire, un tanker chargé de gazoil à été contraint de reprendre le large car 300 manifestantEs retenaient les 4 remorqueurs à quai dans le port de St Nazaire empêchant le débarquement du carburant destiné aux dépôts de Loire Atlantique.

Solidarité des syndicats belges

En Belgique, la FGTB (Fédération Générale des Travailleurs Belges), menace de bloquer le site de Total de Feluy si la direction du groupe continue d'ordonner le chargement de 30 camions (soit 1500 m³) supplémentaires par jours en direction de la France pour faire face à la pénurie de carburant. Même menaces si les transports de carburant venaient à se faire par voie d'eau le long de l'Escaut et de la Lys.

Ça leur coûte cher d'essayer de nous foutre en l'air...

D'après Le Figaro la grève coûterait de 200 à 400 millions d'euros par jour. Du coup le ministre de l'économie et le MEDEF s'inquiètent et prédisent sous peu des interruptions de chantiers, des retards conséquents de livraisons entraînant des pénalités pour les entreprises retardataires... Le MEDEF appelle même à la solidarité entre patrons pour que ces pénalités ne soient pas exigées.

LA RÉPRESSION NE NOUS FERA PAS PLIER !

La seule réponse du gouvernement face à la mobilisation est la répression. Partout en France elle frappe fort. Exemple de la répression en cours : à Lyon, le jeudi 21/10, des centaines de manifestantEs —parfois collègienneS— se sont retrouvés séparés des « bonNEs » manifestantEs avant d'être encerclés et retenuEs Place Bellecour pendant 6H (de midi à 18H). Les manifestantEs retenuEs vont être abondamment gazéEs plusieurs fois. Un hélicoptère en permanence au-dessus de leur tête. Le GIPN est dans la rue avec des fusils à pompe. Certains arrivent à quitter la place par les sorties de secours de magasins. Vers 18H, après un nouveau gazage, la police autorise les manifestantEs à quitter les lieux, non sans une palpation et une prise d'identité. Une trentaine de manifestantEs « typés maghrébinEs ou africainEs » (témoignage d'une manifestante) sont embarquéEs pour un contrôle d'identité.

Partout la semaine dernière les affrontements avec la police se sont multipliés dans les grandes comme les petites villes (Dijon, Strasbourg, Chion, Chambéry, Nanterre et ailleurs en banlieue parisienne, Nîmes, Marseille, Lyon...). Les affrontements sont aussi parfois le fait d'ouvriers comme au Havre, à Lorient ou à St Nazaire. Des permanences de l'UMP sont vandalisées ainsi que des locaux du MEDEF (comme à Narbonne où le mobilier est passé par les fenêtres).

Les grévistes des raffineries sont réquisitionnés (5 ans de prison et 10.000 € s'ils ne se plient pas aux ordres du gouvernement), les salarié-e-s sont frappé-e-s par les CRS (Grandpuits, Amiens, Lyon...). Rhétorique habituelle du gouvernement : « il faut punir les casseurs ». Ces « casseurs » sont des salarié-e-s, chômeur-euse-s, lycéen-ne-s ou étudiant-e-s. Les peines sont sans précédent pour un mouvement social : à Lyon, une lycéenne de 18 ans prend 5 mois fermes pour avoir enflammé une poubelle, à Lyon un étudiant a pris 3 mois avec sursis pour avoir jeté un sac de feuilles mortes... Du 12 au 23/10, il y a eu 2257 interpellations. La détermination du mouvement se maintient comme à Rennes où après la violente intervention policière pour débloquent un dépôt de bus les salarié-e-s de cette entreprise se sont mis aussi en grève !

LES RENDEZ-VOUS À VENIR (AG, actions...) :

Tous les jours à 9H RDV Place Bouchard à l'appel de l'AGIL pour mettre en place des collectes, organiser des piquets volants, rejoindre collectivement un blocage économique...

Mardi 26 octobre

**14H Phénix (université) Manif-Action à l'appel de l'AG étudiante (ouverte à tous-tes)
17H rassemblement Place du Théâtre à l'appel de l'intersyndicale + action
22H Blocage de la ZI de Carpiquet jusqu'au lendemain à l'appel de l'intersyndicale**

Mercredi 27 octobre

14H Levée du blocage à Carpiquet (et si on décidait tous-tes de continuer un peu?)

Jeudi 28 octobre

**10H Manif place St Pierre.
AG et bouffe Place du Théâtre après la dispersion à l'appel de l'AGIL puis action**

Vendredi 29 octobre

**4H Blocage des dépôts de carburant.
RDV rond-point du Cargô**

Les médias nous mentent et minimisent l'ampleur du mouvement en cours. Nous vous conseillons d'aller sur les sites internet de contre-information qui suivent : Pour des infos locales : www.resistances-caen.org

Pour des infos nationales ou provenant d'autres régions : www.7septembre2010.fr, les sites locaux du réseau Indymedia (Nantes, Paris, Lille, Grenoble, Toulouse...), juralibertaire.over-blog.com, bellaciao.org